



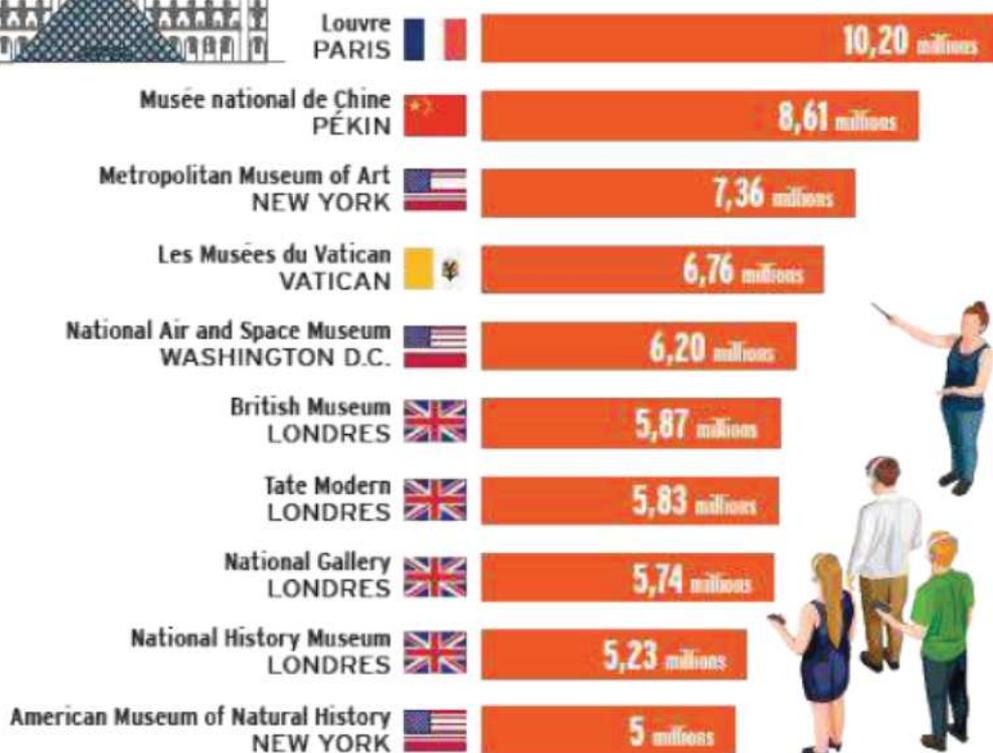
REVUE DE PRESSE

Vendredi 25 octobre 2019



Les musées les plus visités au monde

Classement selon le nombre de visiteurs en 2018



Source : Statista

INFOGRAPHIE CL

Louvre: record en vue avec l'expo de Vinci

Pas moins de 162 œuvres de Léonard de Vinci sont exposées depuis hier au Louvre: cette rétrospective, la plus grande jamais organisée pour le génie de la Renaissance, mort il y a 500 ans, promet d'attirer des visiteurs du monde entier. Pour réguler l'affluence attendue, l'exposition, qui durera jusqu'au 24 février, n'est accessible que sur réservation. Quelque 260.000 billets ont déjà été réservés. Après l'exposition Toutankhamon à La Villette (1,42 million de visiteurs au total), l'expo Léonard s'annonce comme l'autre «blockbuster» muséal de l'année en France.

Ciel, il faut sauver leur «patois» !

■ Le CNRS se penche sur les langues locales parlées dans une région coincée entre l'oc et l'oïl

■ Dont une partie de la Charente

■ CL a rencontré ces derniers Mohicans.

Lénaëlle SIMON
lsimon@charentelibre.fr

C'est l'histoire de filles légères qui vont se confesser chez le curé. À entendre les rires francs résonner chez Pierre Barbier, à Anzac, la morale de la fable, contée par Jean-Louis Quériaud, est bien plus épicée que celles de La Fontaine. Mais pour comprendre, il faut s'accrocher. Ces trois-là parlent «le patois», «le parler d'Ambernac» même, pour Marc Cailleton, ancien instit de Confolens.

Pour les linguistes, c'est bien plus que ça. Ils sont les derniers dépositaires d'une langue rare, en fait une forme d'occitan qui a subi l'influence du français au fil des siècles. À son chevet, des chercheurs du CNRS (lire ci-dessous) qui ont lancé un ambitieux projet autour des «parlers du croissant»: un territoire qui va de la Charente jusqu'à l'Allier, large seulement de 5 à 30 km. Dans le département, cette petite bande débute à La Rochette jusqu'aux frontières nord entre Champagne-Mouton et Oradour-Fanais. «Soit seulement 10 à 20 % de la Charente, le reste parlant plutôt le poitevin ou le saintongais», décrypte Maximilien Guérin, linguiste et membre du projet.

«Le patois? On le parle quand y'a un enterrement à Hiesse, rigole Pierre Barbier, 85 ans. On n'est plus tellement à pouvoir le pratiquer. Nos enfants le comprennent mais ne le parlent pas. On est une espèce à protéger!» Dans le croissant, 90 % des locuteurs ont plus de 70 ans. Dans



Marc Cailleton (au centre) parle patois quand il retrouve Pierre Barbier (à droite), son copain d'enfance, et Jean-Louis Quériaud, spécialiste de l'occitan.

Photo Quentin Petit

vingt ans, ces montagnes de savoir risquent d'avoir disparu avec eux. «Jusqu'à ce que j'aille à l'école à 5 ans et demi, c'était ma langue maternelle», se souvient Pierre Barbier. Que cet ingénieur en techniques financières et comptables n'a jamais oubliée malgré une brillante carrière aux PTT, principalement à Paris.

Imparfait du subjonctif

Marc Cailleton, 80 ans, dont c'est aussi la langue maternelle, se remémore les rudes apprentissages du français lorsqu'il a dû prendre le CP en cours de route à cause de la guerre. Aujourd'hui, quand les deux copains d'enfance se retrouvent, le naturel patoisant revient au galop. «Si je commence une conversation en patois, je ne me vois pas la terminer en français», souligne Marc Cailleton. Mais on est la dernière génération car ça commençait déjà à être mal vu à l'époque. «Il faut se faire une raison: ça va disparaître», admet Pierre Barbier. J'ai peur qu'on reconstruise un patois, un dia-

«On n'est plus tellement à pouvoir le pratiquer.»

lecte qui n'aura rien à voir avec l'original. Mais peut-être que dans trente ans, des universités retrouveront ce qui a pu être écrit.» Par le Confolentais Jean-Louis Quériaud par exemple, ancien prof de français, latin et grec, le seul de l'équipe à pouvoir écrire l'occitan du Confolentais, «le latin du pauvre». Une langue pourtant élaborée et ciselée. «À l'oral, on utilise plus souvent le passé simple que le passé composé et même l'imparfait du subjonctif car on fait la concordance des temps.» Malgré tout, ses adeptes ont longtemps souffert d'un complexe, que Nicolas Quint, directeur de recherches au CNRS et responsable du projet en cours, a analysé.

«Quand j'ai commencé à étudier ces parlers dans les années 90, les gens disaient "On parle un faux patois, ou un patois écorché", parce qu'ils parlaient une autre langue que le français mais sans être un patois authentique comme l'auvergnat ou le limousin. Si bien qu'ils n'étaient pas très revendicatifs par rapport à leur langue.» Il estime que désormais, les anciens ont conscience de détenir un patrimoine immatériel précieux.

Plus doux en patois

À sa retraite, Jean-Louis Quériaud s'est lancé dans l'écriture d'une thèse de sociolinguistique sur la littérature orale occitane, basée sur un recueil de contes de l'est Confolentais, et chaque mois, il régale les gens du cru avec ses histoires bilingues dans un journal local. «Il faudra quand même dans des travaux que tu franchisses la Vienne vers l'ouest!», lance Marc Cailleton. À dessein. Déjà, l'Ambernacais de naissance achoppe sur certains mots du Con-

Le chiffre

20 000

C'est le nombre de personnes (maximum 30 000, selon Nicolas Quint) qui pratiquent l'un des parlers du croissant. Dans une vingtaine d'années, ces langues risquent d'avoir disparu.

folentais. Imaginez donc, en plus d'une rivière, combien de dictionnaires séparent Lesters d'Hiesse! En réalité, une fois surmontées les différences de prononciation, le trio se comprend surtout quand il s'agit d'histoires grivoises, dans lesquelles le curé n'est jamais bien loin. «Ça choque moins quand c'est raconté en patois, jurent-ils. Même le curé n'est pas choqué!» Une validation presque papale.

Un projet scientifique Ils enquêtent sur le «croissant charentais»

À Cellefrouin, en 2017, le linguiste Maximilien Guérin a posé son enregistreur et recueilli le parler local d'un habitant du cru. «Comment dit-vous née, cou, tête, printemps, peut-être, au milieu, non merci, pardon?» Plus de mille mots à recenser et transcrire.

Un travail de fourmi dans le cadre de l'ambitieux projet coordonné par Nicolas Quint (repro CL), directeur de recherches au CNRS, qui a obtenu plusieurs financements pour permettre un important travail de terrain. Le programme vise à étudier, sauvegarder et comparer les différents parlers de ce que les linguistes appellent «le croissant» qui court de la Charente à l'Allier. Particularité: «Il est à la limite de deux zones linguistiques: l'oc au sud, l'oïl au nord. C'est une forme d'occitan qui s'est peu à peu francisée mais qui se décline dans une variété colossale de langues, sans équivalent en France. Vous voyez le changement de village

en village sur la conjugaison, les pluriels et la prononciation. En fait, l'élément de l'occitan qui se maintient le mieux, c'est la grammaire», décortique Nicolas Quint. Application concrète de ce travail: la production de monographies, d'une dizaine de grammaires très localisées (la première, celle de Dompière, en Haute-Vienne, est prête) et même la traduction du «Petit Prince». Il a d'ailleurs sollicité un financement de la Région Nouvelle-Aquitaine. Sur le terrain, des enquêteurs se déploient presque village par village. Maximilien Guérin a ausculté Cellefrouin mais les parlers d'Epenède, Champagne-Mouton, Nieuil, La Rochette ont aussi été passés à la loupe et il ne désespère pas de pouvoir un jour éditer une grammaire. «On préfère avoir plusieurs locuteurs par commune, mais ce n'est pas toujours possible. À Cellefrouin, je suis tombé sur un locuteur, élu au conseil, qui avait une connaissance pointue, y compris

de la conjugaison», souligne Maximilien Guérin. La trentaine d'enregistrements, classés par catégories (animaux, repas, expressions, etc.) sont disponibles sur le site du projet (1). «À Cellefrouin, les caractéristiques du parler diffèrent de la Vienne ou de la Haute-Vienne sur le plan des terminaisons verbales, de l'emploi du passé simple, de certaines formes du subjonctif et de la prononciation. C'est souvent de la prononciation que vient l'incompréhension.» Le chercheur est l'un des seuls à avoir parcouru tout le croissant. «D'un bout à l'autre, ce ne sont presque pas les mêmes langues. L'ouest a subi l'influence de l'occitan limousin, tandis que l'Allier et le Puy-de-Dôme sont marqués par l'occitan auvergnat.» Grâce à ces analyses, Nicolas Quint entend «mieux comprendre d'autres zones du monde qui sont aussi au contact de plusieurs langues».



(1) <http://parlersducroissant.huma-num.fr/>

SNCF

Aucun train en gare d'Angoulême

Six TGV sur dix ont circulé hier sur l'axe atlantique avant une journée «gare morte» aujourd'hui à Angoulême où aucun train n'arrivera ni ne partira. À une mobilisation nationale suit une mobilisation locale.

Hier, les importantes perturbations étaient liées à un mouvement de grève des personnels en charge de sortir les trains des dépôts, les «jockeys» dans le jargon des cheminots, et de ceux dédiés à la maintenance des rames TGV inOui et Ouigo. Aujourd'hui, la journée «gare morte» est la conséquence d'un appel à la mobilisation de la CGT cheminots à Angoulême. Un tract distribué en début de semaine par le syndicat, rédigé sous forme de lettre, est signé de «Votre dévouée gare d'Angoulême». «Elle» explique avoir «demandé à ses enfants de manifester leur colère, leurs angoisses, en présentant un aperçu [...] de ce qu' [elle pourrait] devenir très rapidement, une dépouille mangée par des automates, rongée par l'appétit féroce de décisions politiques dévastatrices, bref, une gare morte».

Les cheminots CGT protestent contre les plans de restructuration de la SNCF. Ils seront présents ce matin dès 9 heures devant la gare pour aller à la rencontre des usagers et expliquer en détail leurs revendications.

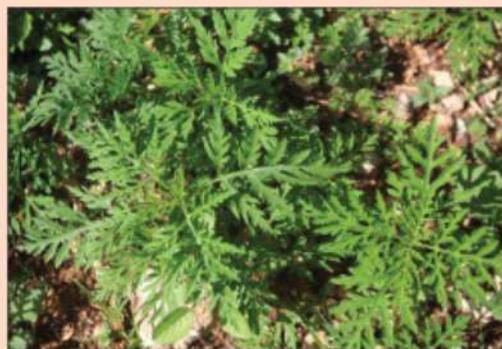


Mission. Rapporteure de la mission sénatoriale d'enquête sur l'incendie de Lubrizol, la sénatrice charentaise Nicole Bonnefoy était hier à Rouen pour rencontrer le personnel de surveillance du site présent lors du début du sinistre. Mardi, elle avait participé à l'audition d'Éric Schnur, le P-DG américain de l'entreprise. Nicole Bonnefoy lui a notamment demandé si l'effet cocktail des produits brûlés n'était pas dangereux pour la santé.

Bonnefoy au chevet de Lubrizol

Le chiffre

202 signalements de présence de pollens d'ambrosie ont été enregistrés en 2019 en Charente, selon l'Observatoire national des ambrosies. Ce qui en fait le département où l'on en recense le plus en Nouvelle-Aquitaine, largement avant les Deux-Sèvres (54). L'ambrosie (Photo archives CL) est une plante allergène invasive qui se développe fortement dans la région Rhône-Alpes et en Nouvelle-Aquitaine, et qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral. Le capteur de pollens d'Angoulême a relevé jusqu'à 233 pollens par m³ d'air.



«La liberté d'expression est un bien précieux»

Mise au point

Propos racistes sur notre page Facebook: ce que vous risquez



Sortie d'un groupe de migrants à Ruffec, relatée dans notre édition d'hier.

Liberté d'expression. La Charente limousine et Ruffec s'ouvrent aux migrants, certains internautes déversent leur haine. C'est un grand classique, un réflexe pavlovien du haineux du net: dès que nous consacrons un article aux migrants, aux gens du voyage, aux Ma-

mal le vivre ensemble. Tout comme CL ne peut pas accueillir toute la haine et la bêtise du monde 2.0 sur sa page Facebook. Ainsi, Dominique Ringuelet, boulanger charentais, a été banni de notre page pour son (fautes d'orthographe comprises): «On en veut pas de vous

«*Bravo CL*», de la part d'un Philippe Bouty, président de la CDC de Charente limousine, blessé par les attaques sur l'accueil de migrants sur son territoire. «*Merci*», de la part de Jérôme Lambert. «*Mise au point musclée*», selon France Info. Et de nombreux tweets de félicitations adressés par des journalistes, un peu partout en France.

Mais c'est avant tout auprès de nos lecteurs que la mise au point sur les commentaires haineux, publiée à ce même emplacement mercredi, a fait mouche.

Ainsi, Marie-Thérèse, de Chasseneuil: «*Je tenais à vous féliciter et à vous remercier pour la remarquable "mise au point" publiée aujourd'hui dans CL. Je l'ai lue avec beaucoup d'attention et d'émotion. Voilà tout simplement l'objet de ce mail, car plus que jamais il me semble nécessaire d'avoir ce discours. Je suis chaque jour anéantie par la bêtise épaisse et l'intolérance de nombre de mes contemporains...*»

C'est sur le terrain de la liberté d'expression, non sacrifiée sur l'autel de l'intolérance, que réagit de son côté Philippe, un lecteur angoumois: «*La liberté*

d'expression est un bien précieux conquis au prix du sang dans les siècles passés, que certains n'ont pas la sagesse d'utiliser avec discernement.

Ce faisant, ils créent le risque de la mettre en péril. Il faut donc les instruire ou, à défaut, les punir. Notre culture judéo-chrétienne millénaire nous permet difficilement d'envisager d'autres méthodes.»

Si des dizaines de «*merci*» ont aussi accueilli la démarche, par mails, messages, il reste tout de même quelques irréductibles, choqués que le nom d'un commentateur soit publié. Rappelons que ce dernier s'est exprimé à visage découvert, sur une page accueillant 158 000 abonnés. Un peu comme s'il avait déversé sa haine au beau milieu du Maracana. Mercredi, ce même internaute en appelait d'ailleurs à Jordan Bardella, député européen du Rassemblement national: «*Je tiens à attirer votre attention sur le journal la charente libre qui a publié sur leur journal mon nom et mon commentaire que j'avais fait sur l'arrivée des migrants en charente un peu comme les gens quand ils dénoncent les juifs aux ss.*» (sic) Le député RN ne semble pas avoir répondu.

■ Municipales à Angoulême

En Marche soutient officiellement Bonnefont

Le suspense était mince. La décision est tombée tard mercredi soir: En Marche, qui n'a pas été en mesure de constituer sa propre liste pour les municipales à Angoulême, apporte son soutien à Xavier Bonnefont. David Comet, l'ancien député socialiste, suppléant de Martine Pinville en 2012, a dans le même temps été désigné chef de file des Marcheurs pour accompagner la candidature du maire sortant. *«Tout soutien est bon à prendre»*, commente sobrement Xavier Bonnefont, heureux de ce ralliement mais qui, dans son esprit, ne signifie pas que David Comet aura obligatoirement une place sur sa liste. *«Ce qui compte pour la constitution de l'équipe, c'est l'engagement et le travail au sein de mon association "Génération Grand Angoulême"»*, assure le maire. *«C'est dans l'ordre des choses et assez naturel que David*



Repro Cl.

Comet, en premier ligne des Marcheurs, se retrouve sur la liste», envisage cependant Thomas Mesnier, député LREM qui se défend d'avoir négocié un nombre de places dans l'équipe Bonnefont. *«Le deal d'appareil, ce n'est pas mon kif»*. Thomas Mesnier pourrait-il, lui-même, se retrouver sur la liste Bonnefont? *«Je n'y pense pas»*, assure-t-il. Ce soutien

d'En Marche est la suite logique du rapprochement opéré depuis le printemps entre Thomas Mesnier et Xavier Bonnefont. Depuis qu'il a quitté Les Républicains, le maire candidat, déjà proche du Premier ministre Edouard Philippe, est devenu «macroncompatible». *«Mon seul parti, c'est Angoulême»*, défend cependant Xavier Bonnefont qui accueillera, avec le même enthousiasme d'autres soutiens qui s'annoncent: celui de LR d'un côté et du Modem de l'autre.

■ Les trois meilleurs cuisiniers de la version vietnamienne du concours télévisé ont investi hier le domaine de Chanteloup, dans le cadre d'un partenariat avec Martell ■ Grosse journée au château.

La finale de «Top Chef Vietnam» se joue à Cherves

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

La quiétude bucolique du domaine de Chanteloup, avec ses daims domestiques à l'extérieur et ses boiseries anciennes à l'intérieur, a été sérieusement chamboulée hier matin à Cherves-Richemont. À 7h15 tapantes, une équipe de 14 professionnels de la chaîne télé vietnamienne HTV a débarqué comme un typhon tropical, avec un timing calé à la seconde.

On ne reste qu'une journée, mais ça nous a demandé des mois de préparation.

C'était la finale de la deuxième saison de «Top Chef Vietnam», que la production voulait tourner en France, parce que «nous rêvions d'une finale au top, c'est-à-dire au pays de la gastronomie, la France», explique le producteur Tran Quang Nguyen. «On ne reste qu'une journée, mais ça nous a demandé des mois de préparation.» La troupe légère (des appareils



Malgré la délocalisation de l'émission, la cuisine reste vietnamienne. En dehors d'une poignée d'ingrédients, tout a été acheté en France.

photo en guise de caméras, des micro-cravates, pas de maquilleuse et des assistants multitâches) avait déjà filmé Paris, ses restaurants et ses petites rues en début de semaine. Un cadre que connaissait le patron du jury vietnamien: le chef Duong Huy Khai, vedette dans son

photo en guise de caméras, des micro-cravates, pas de maquilleuse et des assistants multitâches) avait déjà filmé Paris, ses restaurants et ses petites rues en début de semaine. Un cadre que connaissait le patron du jury vietnamien: le chef Duong Huy Khai, vedette dans son pays, qui a perfectionné son art à l'hôtel parisien de Crillon. Ces deux derniers jours, il a découvert Cognac et son marché. Avant de voir Chanteloup, accompagné de la cheffe parisienne Flora Mikula, vue dans le show «Un chef à l'oreille» sur France 2 et contactée «dimanche dernier, alors que je participais à une convention à Hô-Chi-Minh-Ville».

«De grandes opportunités professionnelles en cas de victoire

Le troisième membre du jury était Jacques Menier, directeur «héritage» de Martell, qui représente le numéro deux du cognac en Asie. Avant de tourner, tout le monde a reçu son badge doré de la marque, bien brillant et qu'on verra à peu près dans chaque plan. Car l'opération Chanteloup a été programmée dans le cadre d'un partenariat commercial entre la télé vietnamienne et la marque au martinet, afin de mettre en valeur le VSOP

Red Barrel, lancé l'an dernier. «L'un des quatre critères imposés aux candidats est la compatibilité de leurs plats avec le Red Barrel», ne cache pas le producteur Duong Huy Khai. «Le marché vietnamien est un marché moyen pour nous en Asie, mais possède une forte perspective de développement», poursuit Jacques Menier, qui s'est plié volontiers au format de l'émission, où les juges semblent plus sévères qu'en France. En face, loin de ces considérations, les trois candidats finalistes, tous confirmés dans leur métier, ont tenté de conserver leur concentration malgré l'agitation ambiante. Pour chacun, une victoire dans l'émission déboucherait sur «de grandes opportunités professionnelles», décrypte l'un des finalistes, le chef Huynh Hoang Sin, aux fourneaux du complexe hôtelier La Véranda, sur l'île méridionale de Phu Quoc. Diffusion dans deux à trois mois, au Vietnam et sur Youtube (chaîne TV Hub).



Les dégustations du jury ont eu lieu dans le grand salon du château. PHOTOS M. B.

Le chiffre

330 En milliers de vues, l'audience de la deuxième saison de «Top Chef Vietnam» sur Youtube. Selon la production, plus d'un million de personnes la regardent à la télévision, en faisant l'un des principaux shows du pays.

Et aussi...

Un Jarnacais dans «Objectif Top Chef» lundi



Théo Taviani, 21 ans, a participé au tournage au printemps. Repro CL

En France, la 5^e saison d'«Objectif Top Chef» démarre lundi sur M6. Théo Taviani, Jarnacais de 21 ans, tentera d'y gagner sa place pour «Top Chef» (lire CL du 11 septembre). Il affrontera 107 concurrents de toute la France. Avec une nouveauté. Auparavant réservé aux apprentis de la restauration, le concours «Objectif Top Chef» s'ouvre cette année aux amateurs: ils seront 28, coachés par Philippe Etchebest, qui espère trouver une perle rare pour intégrer sa brigade. Passé par le restaurant du Golf du cognac et l'Auberge de Condé, Théo Taviani a obtenu son CAP cuisinier à la Cifop d'Angoulême. Depuis un an, il suit un bac pro à l'École de Paris des métiers de la table. Il officie en alternance à la Maison Blanche, le resto gastro situé sur les toits de Paris, avenue Montaigne.

«Objectif Top Chef», à partir de lundi, à 18h35 sur M6.

Cognac: un cheval de trait pour longer la Charente

À partir de demain, Émilie Auroyer et Maryke proposeront des balades les samedi et mercredi, au départ de la base plein air.



Premier départ ce samedi, à 14 heures. Les balades s'enchaîneront tout l'après-midi.

Repro CL

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

On l'a vue cet été entre Angeac-Charente, Saint-Simon et les ponts de Vibrac... Cet automne, Émilie Auroyer a choisi d'emmenner sa jument, Maryke, à Cognac. À partir de demain et jusqu'en fin d'année, elle proposera des balades chaque samedi et mercredi après-midi, au départ de la base plein air. «On longera la Charente jusqu'au quai Hennessy puis on reviendra.» En 45 minutes environ, les promeneurs pourront faire l'aller et retour. «Mais il sera aussi possible de ne faire qu'un aller», précise la jeune femme.

Auparavant installée à La Rochelle, Émilie Auroyer a toujours travaillé auprès des chevaux. Elle a lancé son entreprise «Attelage & Nature» en avril dernier à Angeac-Charente, avec ses deux juments. Maryke, 15 ans, est brabançonne.

«C'est un cheval de trait belge, une race quasiment perdue», explique sa propriétaire. Et c'est elle qui sera chargée de tirer la calèche, pouvant transporter jusqu'à huit adultes ou dix enfants.

«Pas de balade les jours de pluie»

«À cette période de l'année, quand il y a un petit rayon de soleil, c'est très agréable», poursuit Émilie Auroyer. Ça tombe bien: c'est ce qui est annoncé demain. «Il n'y aura pas de balade les jours de pluie», prévient la passionnée de chevaux. «Cette entreprise restera petite. L'idée, c'est avant tout de se faire plaisir avec les juments», ajoute la patronne, qui a d'autres projets. Celui de proposer des promenades dans le vieux Cognac notamment. «Mais il faut étudier des parcours pour pouvoir amener la calèche en centre-ville.»

»

Il faut étudier des parcours pour pouvoir amener la calèche en centre-ville.

Des projets avec l'agglomération de Grand Cognac également, pour faire des visites de villages.

«Il y a plusieurs portes qui s'ouvrent», se réjouit Émilie Auroyer, estimant être «très bien accueillie par les collectivités».

Balade en calèche, le samedi et le mercredi de 14h à 18h à la base plein air de Cognac.
Tarifs: aller et retour: 7,50€ pour les adultes; 5€ pour les enfants. Aller simple: 4€ pour les adultes; 2,50€ pour les enfants.

Les enfants se sont pressés à la médiathèque pour jouer à se faire peur



Près de 50 enfants sont venus frissonner à la médiathèque de Châteaubernard avec la compagnie «Vox Populi», mercredi (Photo CL). Attentifs et très réactifs, ils ont suivi l'histoire de Patoche et sa rencontre avec la reine des korrigans sur la lande bretonne. Si l'évocation des sorcières et des sortilèges a pu faire frémir les plus jeunes des bambins, les plus courageux n'ont pas tremblé au récit des aventures des jumeaux bossus qui alimentent les conversations dans la taverne du village. Un spectacle mêlant histoire et chansons, que les plus petits comme les plus grands ont particulièrement apprécié... Comme un avant-goût de Halloween.



Le monde joyeux de Stanislas Goin

On sort du classique et on s'aventure dans le décalé et les «fantaisies égarées» de Stanislas Goin. Jusqu'au 14 novembre, l'Espace Guyenne à Cognac expose le travail de cet artiste diplômé des Beaux-Arts, adepte du «désordre logique» et soucieux «de rendre le monde plus barré et plus drôle.» Une ligne qu'il suit dans ses réalisations tracées au stylo bic noir et pleines de références à l'univers «Lonely toons», à la BD, la littérature, le cinéma, Walt Disney, le tout mixé à sa sauce pour un voyage vers des horizons joyeux à découvrir d'urgence (Photo CL).



Environnement: dangers en France

Une France où l'on respire mieux sauf dans les grandes villes, dont la qualité des eaux souterraines est souvent douteuse et, surtout, dont le patrimoine naturel vivant déperit à grande vitesse. L'environnement de l'Hexagone est en mauvais état, si l'on en juge les résultats du rapport que lui consacre tous les quatre ans le ministère de la Transition écologique et dont il a dévoilé, hier, la dernière édition. État des lieux.

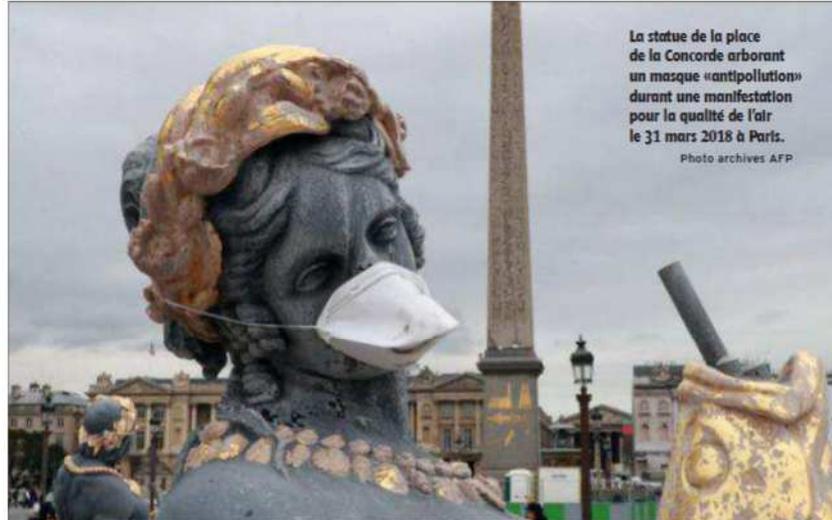
Changement climatique

Les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 18% entre 1990 et 2017, selon le ministère, mais la France est encore loin de la «cible» d'émissions de 1,6 à 2,8 tonnes par an et par habitant d'ici 2100, nécessaire pour limiter le réchauffement à +2°C. Les impacts du réchauffement se font déjà sentir. L'année 2018 a été la plus chaude jamais enregistrée et les événements extrêmes se multiplient (canicules, sécheresses, inondations, feux de forêts). Entre 1997 et 2017, en moyenne, 3,6 événements naturels très graves (plus de 10 morts ou plus de 30 millions d'euros de dommages) se sont produits chaque année, contre seulement 1 entre 1950 et 1996, selon le rapport.

Espèces et habitats en danger

La situation des écosystèmes terrestres, aquatiques et marins français est «préoccupante». Seuls 20% des habitats identifiés par l'UE comme nécessitant une protection sont dans un état de conservation «satisfaisant». Et les littoraux sont victimes de leur succès, avec une densité de construction de logements trois fois plus importante que la moyenne nationale. Sur quelque 10.000 espèces évaluées sur le territoire, particulièrement riche en biodiversité grâce à ses outre-mers, 18% sont éteintes ou menacées d'extinction.

■ Climat, espèces, pollutions... ■ La réglementation a des effets positifs sur l'état de l'environnement en France mais ce dernier se dégrade encore ■ État des lieux alarmant.



La statue de la place de la Concorde arborant un masque «antipollution» durant une manifestation pour la qualité de l'air le 31 mars 2018 à Paris. Photo archives AFP

9 seuils pris en compte. L'évaluation de l'état de l'environnement, publiée tous les quatre ans par le ministère de la Transition écologique, se penche pour la première fois sur le concept des «limites planétaires», neuf variables qui régulent la stabilité de la planète et qu'il ne faut pas dépasser pour assurer un développement «sûr et juste» pour l'humanité. Appliqué à la seule France, le constat est sans appel: la majorité des neuf seuils est dans le rouge. Première limite dépassée, le changement climatique. Le dépassement est encore plus frappant pour l'«empreinte carbone»

du pays. Le rapport souligne également l'impact de la France sur la déforestation dans le reste du monde, avec un équivalent de 14,8 millions d'hectares «soit plus d'un quart de la superficie de la métropole et la moitié de la surface agricole française». La situation est également «préoccupante» pour les écosystèmes terrestres, aquatiques et marins français. Une situation liée notamment à l'artificialisation des sols, à la perte des habitats et aux pratiques agricoles. L'évaluation est, en revanche, moins négative pour d'autres aspects de l'environnement, comme la qualité de l'air.

Même quand elles ne sont pas en danger, certaines espèces subissent une chute drastique de leur nombre, comme les oiseaux des champs victimes notamment de l'effondrement des populations d'insectes. Les causes sont multiples, des effets du changement climatique aux pratiques agricoles (fragmentation des milieux naturels, pesticides...), en passant par

l'intensification de l'artificialisation des sols (65.800 hectares perdus par an en métropole entre 2006 et 2015).

Pollutions

Les rejets de la plupart des polluants de l'air extérieur ont diminué depuis le début des années 2000, selon le rapport. La situa-

tion est malgré tout loin d'être idéale, avec des points noirs géographiques et 48.000 décès prématurés par an imputés aux particules fines. Le rapport note une «amélioration» de la qualité des eaux de surface (rivières, plans d'eau) grâce à une réduction des polluants historiques, qui s'accompagne toutefois de la détection de nouvelles substances comme des

Qualité de l'air: la «sanction» de l'Europe

Saisie en mai 2018 par la Commission européenne sur les seuils de pollution régulièrement dépassés par la France, la Cour européenne de justice a rendu son jugement hier. Elle a estimé que la France a dépassé «de manière systématique et persistante» depuis 2010 le seuil limite dans l'air de dioxyde d'azote, gaz polluant principalement issu des moteurs diesel, et que l'État français n'a pas mis en œuvre des mesures appropriées. Le tribunal somme donc la France de se mettre en conformité. Ce jugement ouvre la voie, dans un deuxième temps, à d'éventuelles sanctions, si rien n'est fait pour remédier à la situation. «Le gouvernement est déterminé à améliorer rapidement et durablement la qualité de l'air, qui constitue un impératif de santé publique et environnemental», a assuré le ministère français de la Transition écologique et solidaire, dans un communiqué. Selon le dernier rapport de l'Agence européenne de l'environnement sur la qualité de l'air publié mi-octobre, le dioxyde d'azote (NO2) est responsable de 68.000 décès prématurés par an dans l'UE, dont 7.500 en France.

résidus médicamenteux ou des perturbateurs endocriniens. «Aucun progrès significatif» en revanche pour les eaux souterraines. Pour les sols, la situation est plus difficile à évaluer, mais le ministère répertorie début 2018 6.800 sites et sols «pollués ou potentiellement pollués», principalement par des hydrocarbures.

Risques technologiques

Fin 2018, 18.000 communes étaient exposées à un risque technologique (industries, installations nucléaires, transports de matières dangereuses, sites miniers, barrages...) Entre 1992 et 2017, près de 40.000 accidents technologiques ont eu lieu, causant morts ou blessés dans 18% des cas, et des conséquences environnementales dans 34% des cas.

Alerte

Des huiles dans des laits pour bébés

L'ONG Foodwatch a dénoncé hier la présence de dérivés d'hydrocarbures dans des laits en poudre pour bébés «vendus en France par Nestlé et Danone» et a demandé leur rappel ainsi que des engagements des deux géants de l'agroalimentaire à les faire disparaître à l'avenir. De son côté, Danone a aussitôt répliqué dans un communiqué: «Nous n'utilisons pas de composé d'huiles minérales dans nos recettes. Nous contrôlons régulièrement leur éventuelle présence dans nos produits dans le cadre de nos plans de



vigilance depuis plusieurs années». Sollicité par l'AFP, Nestlé n'avait pour sa part pas réagi à ces accusations. Selon Foodwatch, «deux laits sur les huit achetés en France montrent une contamination inacceptable d'hydrocarbures aromatiques d'huiles minérales, aussi appelés MOAH», des dérivés d'hydrocarbures «potentiellement cancérigènes et perturbateurs endocriniens».

Cet après-midi



Lente amélioration

Le temps s'assèche progressivement, avec un ciel qui devient plus lumineux et le retour d'éclaircies par le Sud.

Samedi



Dimanche



Lundi



Mardi



Mercredi



Judi



HIER



La réforme de l'assurance chômage et ce qui change dès le 1^{er} novembre

Elle faisait partie des réformes emblématiques portées par le candidat Macron. La remise à plat de l'assurance chômage implique certaines nouveautés

1 La démission indemnisée pour changement d'orientation

À partir du 1^{er} novembre, tous les salariés qui ont au moins cinq années d'ancienneté peuvent démissionner de leur entreprise sans perdre le bénéfice des allocations chômage. Les salariés démissionnaires, engagés dans un projet professionnel, reconversion, entrepreneuriat, ont le droit à un accompagnement de la part d'un CEP ou conseil en évolution professionnelle (Pôle emploi, Apec, Mission locale, Cap emploi sont les CEP habilités pour cet accompagnement) qui sera déployé sur tout le territoire à partir de janvier 2020.

Il faut noter que cette prestation est gratuite et que cette disposition de droit au chômage en cas de démission est reconductible au bout de cinq nouvelles années d'ancienneté.

2 Les indépendants ont droit à l'assurance chômage

Exclus jusqu'à présent du bénéfice de l'assurance chômage, les travailleurs indépendants (ils sont 2,3 millions en France, selon l'Insee), pourront toucher le chômage sans cotisation supplémentaire. Concernant le montant de leur indemnisation, celle-ci sera de 800 euros par mois pendant six mois.

Une condition, de taille, s'applique aux indépendants qui souhaitent en bénéficier : ils devront



Il faudra, dorénavant, avoir travaillé six mois lors des 24 derniers mois (contre quatre mois sur 28 aujourd'hui). PHOTO AFP

avoir généré un revenu minimum de 10 000 euros par an, sur les deux dernières années précédant la liquidation judiciaire de leur entité. Une mesure qui semble exclure les travailleurs indépendants qui souhaiteraient mettre un terme à leur activité professionnelle pour des raisons personnelles ou financières liées à des difficultés économiques sans pour autant que leur entreprise ait été placée en liquidation judiciaire.

3 De nouvelles règles pour les indemnités de chômage

La nouvelle règle d'éligibilité des droits qui entre en vigueur est la suivante : la période de travail mi-

nimum pour accéder à l'assurance chômage est ramenée à six mois sur les vingt-quatre derniers mois au lieu de quatre mois travaillés sur les vingt-huit derniers mois.

Le seuil minimum pour le rechargement des droits au chômage, lui, est porté à six mois au lieu d'un mois. En clair : il faut avoir travaillé six mois pour bénéficier du rechargement de ses droits.

Il faut noter également qu'une dégressivité de l'indemnisation est instaurée dès le début du septième mois de chômage pour les salaires supérieurs à 4 500 euros bruts mensuels.

Pascal Rabiller

« Il y a trop de dioxyde d'azote en France »

ENVIRONNEMENT La Cour de justice de l'Union européenne estime que la France ne fait pas assez d'efforts pour réduire cette pollution qui vient principalement des moteurs diesels

Dans une décision rendue hier, la justice européenne estime que la France a dépassé « de manière systématique et persistante » depuis 2010 le seuil limite dans l'air de dioxyde d'azote, gaz polluant principalement issu des moteurs diesels.

La Commission européenne avait saisi la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en mai 2018 après près d'une décennie de mises en garde. La France fait parti des États membres, avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, contre lesquels Bruxelles avait décidé d'agir face à un problème persistant dans l'Union.

Selon le dernier rapport de l'Agence européenne de l'environnement sur la qualité de l'air publié mi-octobre, le dioxyde d'azote (NO₂) est responsable de 68 000 décès prématurés par an dans l'UE, dont 7 500 en France.

Ce jugement ouvre la voie, dans un deuxième temps, à d'éventuelles sanctions, si rien n'est fait pour remédier à la situation.

24 zones concernées

« Le gouvernement est déterminé à améliorer rapidement et durablement la qualité de l'air, qui constitue un impératif de santé publique et environnemental », a réagi le ministère français de la Transition écologique et solidaire.

De son côté la Commission a affirmé qu'elle continuerait à travailler « en coopération rappo-



La justice européenne dit avoir alerté la France depuis sept ans. PHOTO AFP

Ce jugement ouvre la voie à d'éventuelles sanctions, si rien n'est fait

NO₂ concernait 24 zones et agglomérations en France, dont les villes de Paris, Lyon, Marseille, Nice ou encore Strasbourg, mais aussi la vallée alpine de l'Arve, axe de transit vers l'Italie souffrant d'embouteillages chroniques.

La France affirme pourtant

chée » avec la France « pour s'assurer qu'elle prenne les mesures nécessaires ».

Cette pollution de l'air au

qu'entre 2010 et 2018 « les émissions d'oxydes d'azote ont baissé de 54 % » et que le nombre de zones concernées a été divisé par deux (11 en 2018). Pour les juges « le fait de dépasser les valeurs limites pour le dioxyde d'azote dans l'air ambiant suffit en lui-même pour pouvoir constater un manquement ». Par ailleurs, la législation prévoit qu'en cas de dépassement constaté, le pays mis en cause doit établir un plan relatif à la qualité de l'air, et s'assurer que la période de dépassement soit « la plus courte possible ». Or, la France a « manifeste-

LES ÉCOLOGISTES

Les écologistes ont vivement critiqué le gouvernement après l'accusation de la justice européenne. « Nous demandons qu'il exige des constructeurs automobiles qu'ils corrigent à leurs frais les moteurs frauduleux ! 68 000 morts prématurés par an ça suffit », a tweeté l'eurodéputé Yannick Jadot, chef de file d'EELV.

ment » ignoré cela, la Cour ayant relevé un dépassement pendant « sept années consécutives ».

La candidature de Thierry Breton

COMMISSION EUROPÉENNE L'ancien patron d'Orange est le nouveau candidat proposé par Emmanuel Macron

Pascal Rabiller
p.rabiller@sudouest.fr

Hor^mis une incursion dans la rubrique « Faits Divers » suite à un cambriolage particulièrement violent (coups, séquestration) dont lui, son épouse et son chauffeur ont été victimes en juillet dernier, Thierry Breton, 64 ans, n'était plus apparu en tête des dépêches d'agences de presse depuis 2007 et son mandat de deux ans en tant que ministre de l'économie du gouvernement Raffarin, sous la présidence de Jacques Chirac.

Ingénieur de formation, âgé de 64 ans, proposé à la Commission européenne par le Président de la République, depuis La Réunion où il est en déplacement, il a connu un parcours à la fois dans le public mais aussi et surtout dans le privé particulièrement iconoclaste. Sa candidature vient en remplace-



Thierry Breton, 64 ans. PHOTO ÉRIC PIERMONT/AFP

ment de celle retoquée de Sylvie Goulard.

Prof, petit patron et romancier

D'abord professeur d'informatique et de mathématiques, Thierry Breton a été rapidement patron de petites entreprises du secteur informatique tout en trouvant le temps de signer (Chez Laffont) trois romans de science-fiction (« Netwar », « Softwar », « Vatican III »).

En tant que conseiller technique au ministère de l'Éducation nationale, entre 1986 et 1988, il se frotte au secteur public pour la première fois et s'approche des responsabilités politiques... avant de diriger le Futuroscope jusqu'en 1990. Puis il revient à ses premières amours, l'informatique, en prenant la direction générale France du groupe canadien CGI et ce jusqu'en 1993.

En tant que numéro 2 du géant informatique français Bull, il profite du redressement économique de ce dernier et se voit proposer le poste de PDG de Thomson Multi-

média en plein marasme après une tentative de privatisation qui avait été lancée, en 1996, par le Premier ministre Alain Juppé (dont il soutiendra la candidature aux primaires de l'UMP en 2016). Thierry Breton réussit à sortir, momentanément, Thomson de l'ornière et se construit une réputation de « sauveur ».

Ministre de l'économie

Elle sera confirmée en octobre 2002 lorsqu'il est appelé à la rescousse de France Télécom qui croule sous une dette de 70 milliards d'euros. Son plan de sauvetage, validé par l'État, lui permet de redresser l'opérateur devenu Orange. Ami de Jacques Chirac, il est ensuite nommé en février 2005 ministre de l'Économie du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin.

Il a aussi une expérience d'élu local, ayant siégé aux côtés de Jean-Pierre Raffarin au Conseil régional de Poitou-Charentes de 1988 à 1992.

Nommé à la tête d'Atos, entreprise française de services numériques, en 2009, il a plus que doublé le chiffre d'affaires du groupe, à 12,3 milliards d'euros en 2018, ainsi que ses effectifs, de quelque 122 000 salariés à la faveur, notamment, d'opérations de croissance externe, comme l'intégration de l'activité informatique de Siemens en 2011, l'acquisition de Bull (2014) via une OPA amicale, ou encore celle de Xerox ITO en 2015.

Des auditions

Aujourd'hui commence pour ce touche-à-tout une nouvelle étape de sa vie professionnelle. Il doit convaincre, d'ici la fin du mois de novembre, les eurodéputés de la pertinence de sa candidature. Il devra d'abord passer devant la commission parlementaire des affaires juridiques, chargée de se prononcer sur les éventuels conflits d'intérêts des futurs commissaires. Ensuite, Thierry Breton sera auditionné par les eurodéputés.

Des discussions en amont

UE Les tractations en coulisse ont eu lieu entre l'Élysée et Bruxelles. Reste à convaincre les députés

Deux semaines après le rejet de Sylvie Goulard, Emmanuel Macron a proposé hier Thierry Breton comme nouveau membre français à la Commission européenne. Le chef de l'État et la présidente de la future Commission, Ursula von der Leyen, « se sont mis d'accord sur ce profil après une discussion en amont. Si nous proposons ce candidat, c'est qu'il convient », commente l'Élysée.

Principal enjeu pour Paris, le vaste portefeuille retenu pour le Commissaire français – politique industrielle, marché intérieur, numérique, défense et espace – res-

tera inchangé. « Ce qui m'importe, c'est le portefeuille ! Je me suis battu pour un portefeuille », s'était écrié le chef de l'État, apprenant avec agacement l'éviction de Sylvie Goulard le 10 octobre.

Après avoir passé de nombreux noms en revue : du négociateur du Brexit, Michel Barnier, à son conseiller Europe, Clément Beaune, en passant par la ministre des Armées, Florence Parly, la chef économiste de l'OCDE, Laurence Boone, ou l'ex-membre du directoire de la BCE, Benoît Cœuré, Emmanuel Macron a fini par trancher.



Sylvie Goulard. PHOTO AFP

Reste désormais à convaincre des eurodéputés soucieux de transparence. Hier, plusieurs responsables politiques français, de l'eurodéputé EELV, Yannick Jadot, au député Les Républicains, Julien Aubert, ont pointé le risque de conflits d'intérêts au vu de la carrière professionnelle du candidat.

Cour des comptes et TER : la Région répond

TRANSPORTS

Suite au rapport de la Cour des comptes sur la gestion des TER («SO» d'hier), la Région Nouvelle-Aquitaine estime que « le plus surprenant dans ce rapport est qu'il émane d'une structure qui loue dans ce document l'investissement et le « fort engagement » des Régions pour le sauvetage du réseau ferroviaire et TER tout en prônant, en même temps, la suppression des petites lignes... » Elle rappelle que, depuis 2002, « la totalité du matériel roulant a été renouvelée pour un total de 515 millions d'euros, effort qui va être poursuivi avec le verdissement de la flotte. » La Région regrette également que le rapport se focalise « sur le sujet des lignes de dessertes fines du territoire qui coûteraient cher et transporteraient peu de personnes » sans tenir compte de ce qui constitue le rôle d'aménagement du territoire, que jouent les lignes TER. Dans le rapport de la Cour, « le coût par voyageur et par kilomètre est jugé onéreux à 61 centimes d'euros. En Nouvelle-Aquitaine, ce coût est bien moins élevé : 32 centimes d'euros. En comparaison, un véhicule particulier coûte entre 48 centimes d'euros et 4,95 €, selon le type de véhicule. La part payée par les voyageurs est évaluée à 12 % en moyenne. En Nouvelle-Aquitaine, un usager paye en réalité 21 % du coût de fonctionnement du TER. »

24 HEURES EN FRANCE

Un débat sur la PMA annulé pour menaces

BORDEAUX Une conférence-débat prévue hier soir à l'université de Bordeaux sur la « reproductibilité » de l'être humain avec la philosophe Sylviane Agacinski, opposante à la GPA (gestation pour autrui) a été annulée à la suite de « menaces violentes », a indiqué l'université. La philosophe, connue pour son opposition au « marché de la personne humaine », était l'invitée depuis plusieurs mois d'une conférence qui devait évoquer « l'être humain à l'époque de sa reproductibilité technique », dans le cadre d'un cycle de thématiques diverses sur l'année animées par des universitaires, écrivains, philosophes.

Des huiles minérales dans du lait maternisé ?

INDUSTRIE ALIMENTAIRE L'association Foodwatch dénonce la présence de dérivés d'hydrocarbures dans des laits en poudre pour bébés « vendus en France par Nestlé et Danone » et demande leur rappel, et des engagements des deux géants de l'agroalimentaire à les faire disparaître à l'avenir. Les deux groupes n'ont pas souhaité réagir.

Grèves, dégâts... Ça coince sur les rails

TRANSPORTS Entre interruptions dues aux intempéries et grèves à la SNCF, les voyageurs ferroviaires ont intérêt à faire le point avant de se rendre à la gare

Le trafic des TGV Atlantique était perturbé hier par une grève locale en région parisienne. La direction prévoyait de faire circuler six TGV sur dix dans la journée. Une grève reconductible est en cours au centre de maintenance de ces trains à Chatillon (Hauts-de-Seine) et les prévisions de trafic pour vendredi seront connues vers 17 heures aujourd'hui, a précisé un porte-parole du groupe ferroviaire.

Les voyageurs concernés par des annulations de trains sont « comme d'habitude prévenus par SMS ou mails », a indiqué le porte-parole, ajoutant que « les TGV qui sont assurés de rouler aujourd'hui (jeudi) sont tous complets ».

Selon Julien Troccaz, secrétaire

fédéral du syndicat SUD-Rail qui a appelé à cette grève, les cheminots protestent contre « une remise en cause des conditions de travail par la direction sans aucune concertation » avec le personnel.

Pas de Bordeaux-Marseille

En Occitanie s'ajoute à ces annulations celles qui sont dues aux intempéries. Entre Narbonne et Sète, si les rails ont résisté, un trou de 10 mètres s'est formé en dessous des installations ferroviaires, forçant la compagnie à couper les liaisons intercitys entre Bordeaux et Marseille. Les caténaires se sont eux inclinées à 30°. « La plateforme ferroviaire a été fragilisée », nous explique la SNCF.

Elle indiquait hier que deux liaisons Bordeaux-Narbonne circulaient normalement à la mi-journée. Néanmoins, « la situation évolue au jour le jour », précise la compagnie ferroviaire, et ces liaisons pourraient être interrompues d'ici au 4 novembre. « Des trains pourraient être reportés », précise-t-on en interne. Ces reports impacteraient également les liaisons intercitys entre Bordeaux et Toulouse, qui là aussi, sont susceptibles d'évoluer chaque jour.

Dans la matinée, le site Oui.sncf proposait pourtant toujours des billets Bordeaux-Marseille pour vendredi matin. « Ces trains ne circuleront pas, explique la SNCF. Nous faisons de notre mieux pour



À Villeneuve-les-Béziers, hier.

PHOTO FASCAL GUYOT/AFP

mettre à jour le site Internet. Ces annulations sont dues à des causes naturelles, indépendantes de notre volonté ».

Elle recommande donc de rester vigilant au moment de réserver un billet pour les liaisons intercity Bordeaux-Marseille.

On passe (encore) à l'heure d'hiver

SOCIÉTÉ En attendant la fin de ce système critiqué créé en 1976, on « gagne » une heure ce week-end. Et cette fois, c'est bon pour la santé

Alexandra Tauziac
a.tauziac@sudouest.fr

Vous pensiez en avoir fini avec le changement d'heure ? Il va falloir patienter encore : cette petite mécanique horlogère reste d'actualité jusqu'en 2021. Ainsi, dans la nuit de samedi à dimanche, il faudra donc reculer la pendule d'une heure - à 3 heures il sera 2 heures.

1 Pourquoi le changement d'heure est remis en question

À l'origine, changer d'heure l'hiver et l'été devait permettre des économies. Plus exactement, le passage à l'heure d'été (en mars) était censé permettre de réaliser des économies d'énergie en évitant aux habitants et aux villes d'allumer la lumière le soir (c'était en 1976). Or un rapport réalisé en 2017 par le Parlement européen pointe des économies finalement minimes, et de plus en plus de voix dénoncent des effets néfastes. « Le changement d'heure semestriel nuit à la santé », martèle un rapport de l'Institut national du sommeil et de la vigilance (INSV) publié en mars, qui pointe

aussi « une réduction du sommeil dans la semaine qui suit le changement d'heure. » « Notre organisme fonctionne avec une horloge biologique, située dans le cerveau, explique la neurobiologiste Joëlle Adrien. Elle agit comme un chef d'orchestre qui règle la partition des différents organes et la pression artérielle, la digestion, la température corporelle, etc. » Et notre horloge biologique « n'est pas faite pour changer brutalement de synchroniser tous les six mois ».

2 Le dernier changement est annoncé pour 2021

Voilà pourquoi ce changement, régi par une directive européenne a été remis en question en février 2018. Confortée dans sa décision par le résultat d'une consultation montrant que la très grande majorité des citoyens européens étaient contre le changement d'heure, la Commission européenne a dans la foulée proposée d'y mettre un terme dès 2019, tout en laissant à chaque État la possibilité de choisir son heure de prédilection. Un calendrier trop ambitieux du point de vue des États,

qui préfèrent se coordonner pour éviter un « patchwork » de fuseaux horaires. Ils ont donc décidé de reporter la fin du changement d'heure à 2021. Concrètement, les pays de l'UE qui souhaitent conserver l'heure d'été changeront d'heure pour la dernière fois le 27 mars 2021 et ceux qui resteront définitivement à l'heure d'hiver procéderont à leur dernier changement le 30 octobre 2021. Le plus difficile reste à faire : il faut que chaque État choisisse son

heure, au plus tard le 1^{er} avril 2020. Les Français, par exemple, ont une préférence pour celle d'été. Mais pour l'instant, elle est loin d'être acquise, selon l'Eurodéputée EELV Karima Delli,

à l'origine de la résolution pour abolir le changement d'heure : « Si le choix est laissé à l'appréciation des États membres, la situation est compliquée pour la France. On ne peut pas décider sans tenir compte des pays frontaliers... »



Dimanche à 3 heures, il sera 2 heures. PHOTO AFP

3 L'heure d'hiver, bien meilleure pour la santé

En attendant, dans la nuit de samedi à dimanche, nous allons bel et bien passer à l'heure d'hiver. Celle que plébiscitent les chronobiologistes car « elle se rapproche le plus de l'heure solaire ». « Le stimulus principal de la régulation de notre horloge, c'est la lumière solaire », nous expliquait en mars Claude Gronfier, chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). « On a beau avoir inventé

l'électricité et la montre, on reste synchronisés sur la lumière solaire. » Rester à l'heure d'été en hiver obligerait notre organisme à exécuter des tâches physiologiques au mauvais moment, comme se lever à un moment où notre corps est programmé pour dormir...

SUD OUEST.fr

Dans nos archives : c'était comment le premier changement d'heure, en 1976 ? Abonnés

BIEN VU

L'attaque informatique de Grand-Cognac au « 20 heures » de TF1

Depuis deux semaines, l'Agglomération de Grand-Cognac est victime d'un virus sur ses serveurs. L'information a intéressé TF1. Mercredi, ses caméras sont venues au siège de l'Agglo pour y tourner un reportage, diffusé le soir même au journal de 20 heures. Véronique Marendat, la vice-présidente, a raconté les problèmes que pose cette attaque informatique de grande ampleur. Un micro-trottoir a également été réalisé pour savoir comment la population se défend face aux virus. Le reportage peut être visionné sur le site Internet mytfl.fr



INDISCRÉTION

Un meeting de l'air cet été sur la BA 709

Les militaires n'ont encore rien dit. C'est la Fondation des œuvres sociales de l'air qui l'annonce sur Facebook : la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard devrait accueillir un meeting aérien. La date a été fixée aux samedi 13 et dimanche 14 juin prochain.

Municipales : LREM soutient X. Bonnefont

ANGOULÊME La République en marche a désigné aussi David Comet chef de file des marcheurs

En marche a apporté officiellement son soutien, mercredi soir, à Xavier Bonnefont, maire d'Angoulême, ex-Républicains, en campagne pour les prochaines élections municipales. 34 noms ont été partagés par la commission nationale du parti d'Emmanuel Macron, ce qui porte à 290 le nombre de candidats soutenus en France par LREM dans le cadre des élections municipales.

« Je reçois ce soutien comme une marque de confiance tant dans ce que nous avons réalisé depuis six ans que dans le projet de ville que nous porterons pour Angoulême », a réagi Xavier Bonnefont, ce jeudi matin.

« Un soutien dans la continuité du travail mené ensemble », a partagé le député LREM de la première circonscription Thomas Mesnier sur les réseaux sociaux, rapprochement opéré depuis quelques mois déjà.

La commission a désigné dans la foulée David Comet, ancien député socialiste, adhérent En marche depuis 2018, comme chef de file des marcheurs pour accompagner la candidature du maire sortant.

« Je suis très heureux de soutenir Xavier Bonnefont, que je sens très enraciné, moi qui suis beaucoup sur les marchés en ce moment au contact de la population. On est déjà dans l'action avec le comité d'Angoulême En marche, qui mène un



Xavier Bonnefont, lors de la délocalisation de Matignon en Charente, a le soutien du parti macroniste. PHOTO LOIC DÉQUIER

travail de fond », a déclaré David Comet, en train de « tracter sur le terrain ». Il partage avec d'autres marcheurs les questionnaires de la consultation du maire candidat, son premier acte de campagne.

Ex-suppléant de la socialiste Martine Pinville en 2012, adversaire déclarée de Xavier Bonnefont dans cette campagne, David Comet avance « le respect de la démocratie ». « Il n'y aura aucune expression de l'ordre de la critique à l'égard de Martine Pinville, que j'apprécie beaucoup. En revanche, c'est sur les idées qu'il y aura débat », assure-t-il. « J'ai parrainé Emmanuel Macron lorsqu'il était candidat. Pour moi, il n'y a pas d'école de gauche ou de droite », ajoute-t-il.

H.R.

Changement d'heure

Le passage à l'heure d'hiver se déroulera dans la nuit
du samedi 26 au dimanche 27 octobre 2019



- 1 heure

À 3 heures du matin,
il sera 2 heures.

Source : <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A12932>

infographie

La finale de « Top chef » au château de Chanteloup

TÉLÉVISION La version vietnamienne de la célèbre émission culinaire a pris place, hier, dans la demeure de Martell. Le négociant en profite pour développer sa marque en Asie

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

Hier matin, le calme habituel du château de Chanteloup, à Cherves-Richemont, a été troublé. Sur le coup de 7 heures, les équipes de tournage de « Top chef Vietnam » ont investi la célèbre propriété de Martell. « Nous avons choisi de tourner la finale dans un pays qui possède l'une des meilleures cultures culinaires », explique Nguyen Tran Quang, le producteur.

L'équipe, composée de 14 personnes, a d'abord tourné la séquence d'introduction. Il s'agit de présenter les membres du jury : Flora Mikula (chefe française), Jacques Menier (directeur héritage chez Martell) et Duong Huy Khai (un célèbre chef vietnamien). Le défi est d'accorder des plats vietnamiens avec les cognacs de la marque au martinet. « Nous avons choisi Martell car c'est une marque riche d'une grande histoire, mais qui sait faire preuve d'audace, analyse le producteur. Et puis l'atmosphère est quand même particulière dans ce château, plutôt que de s'installer dans un restaurant parisien. On est dans le cœur de la France, de son esprit et son histoire. C'est ce que nous aimons. »

Trois finalistes s'affrontent

Entre deux prises, le chef Duong Huy Khai se confie : « C'est un grand plaisir de revenir en France car c'est là où j'ai été à l'école. L'émission nous a donné la possibilité de venir donc c'est extraordinaire. Cela va être l'occasion de montrer que la cuisine vietnamienne, ce n'est pas que le nem...



Le chef Duong Huy Khai est en cuisine pour épauler l'un des candidats, sous l'œil des caméras.

PHOTO LOIC DÉQUER

Elle est plus complexe que ça. » Puis arrive le moment pour les candidats de gagner les cuisines. La pièce n'est pas très grande mais chacun a son espace. « Je suis très excité et fier de cette opportunité », note Nguyen Van Huing, un des finalistes. « On va toucher à la cuisine française, qui est l'une des meilleures dans le monde. »

Tous doivent choisir un cocktail qui s'accordera avec le plat qu'ils auront deux heures pour réaliser. « Je connais déjà le cognac, ses goûts, donc je sais à peu près vers quoi me diriger », assure Vung, un autre candidat. Huynh Hoang Sin, lui, voit déjà la suite : « Participer à cette émission contribue à accroître

notre notoriété. Après ça, je pourrais adresser ma cuisine à d'autres personnes, pas seulement à celles qui venaient dans mon restaurant. »

Deuxième saison

Il faut dire que, comme en France, « Top chef » cartonne au Vietnam. « Nous en sommes seulement à la deuxième saison mais l'émission est très connue, certifie le producteur. Elle est dans le top 3 des programmes les plus regardés. »

Pour Martell, le prêt du château de Chanteloup n'est pas anodin : « Ce partenariat met en avant les produits de la gamme », justifie

Sandrine Corno, gestionnaire de la marque. « Il faut dire que, jusqu'à il y a dix ans, le cognac était un gros marché au Vietnam, puis il a été remplacé par le whiskey. Donc cette émission est une belle occasion pour montrer ce qu'il y a derrière la bouteille et faire mieux comprendre le cognac. » Avec des bouteilles omniprésentes dans le château et sur tous les plans, Martell s'offre une grosse promotion.

SUD OUEST.fr

Notre diaporama photo et une vidéo dans les coulisses du tournage

Flora Mikula, invitée de marque



Flora Mikula est l'une des femmes cheffes les plus connues dans le monde. PH.L.D.

INTERVIEW Cette cheffe parisienne fait partie du jury de l'émission. Elle est arrivée ce matin in extremis pour le tournage à Cherves-Richemont

« **Sud Ouest** » Comment en êtes-vous venue à participer à « **Top chef** » Vietnam ?

Flora Mikula Ça s'est fait très vite. J'organisais une soirée à Hô-Chi-Minh avec les disciples d'Escoffier [un cuisinier du siècle dernier, auteur d'un célèbre guide culinaire, NDLR]. Un chef cambodgien qui participe au concours a joué l'intermédiaire car l'émission voulait trouver une cheffe femme.

Quel rapport entretenez-vous avec la cuisine vietnamienne ?

J'ai un regard assez profond car mon papa a fait la Guerre d'Indo-

chine. Alors j'ai été bercé très tôt dans cette cuisine. On peut dire que j'ai été élevée à la mangue et au rouleau de printemps.

On vous a déjà vu sur France 2 dans « **Un chef à l'oreille** ». Vous aimez participer à des émissions de télévision ?

C'est un plaisir, un moment de convivialité. On rentre chez les gens pour démocratiser ce que l'on appelle la grande cuisine. En tout cas, j'ai fait de très belles rencontres dans ce cadre. J'aime ce côté populaire : on ne se prend pas au sérieux, on apporte du plaisir aux

gens. Et puis ces concours sont un tremplin pour les jeunes. Cela leur donne des opportunités pour après.

Le cognac, c'est un produit que vous utilisez ?

Même si je travaille dans beaucoup de pays, j'aime le terroir, surtout quand on fait la promotion de notre pays. Ce qui est extra, avec le cognac, c'est qu'il se bonifie et qu'il y a plein de saveurs. On peut le travailler de différentes façons. Aujourd'hui, c'est bien de faire ce lien entre le cognac et l'Asie.

Recueilli par J. G.

UN TOUR EN VILLE

« Je cherche à rendre plus drôle la vie »

EXPOSITION Passé par l'école supérieure des Beaux-Arts de Versailles, Stanislas Goin n'avait jamais exposé hors de Paris. La maison Meukow lui a offert cette opportunité en accueillant une vingtaine d'œuvres dans l'espace Guyenne, sa boutique ouverte du lundi au vendredi. Dans ses « fantaisies égarées », Stanislas Goin s'amuse à mettre en scène des éléments du quotidien et des personnages de la culture populaire. « Je ne veux pas embellir la vie, je cherche à la rendre plus drôle », glisse le trentenaire, qui travaille au stylo, au feutre et à l'acrylique. Entrée libre.

Du yoga pour les seniors

CENTRE D'ANIMATION Le centre d'animation de Cognac teste un nouveau créneau, le yoga pour les seniors, en mode « relaxation ». Un stage de découverte est proposé au-



Stanislas Goin expose ses dessins à l'espace Guyenne. PHOTO PH.L.M.

jourd'hui de 16 h 30 à 18 heures. Contact au 05 45 32 17 28.

Réparez vos objets plutôt que de les jeter

INITIATIVES Demain, l'Aserc propose un Repair café. L'idée est simple : plu-

tôt que de jeter des objets (électroménager, vélo, vêtement), des bénévoles vont réparer les pièces défectueuses. Une démarche respectueuse de l'environnement, qui vise aussi à éviter l'obsolescence programmée. L'atelier est gratuit. Il se tient de 14 à 17 heures au centre social (73, boulevard des Borderies).

Les « Contes en bois » ont ravi enfants et adultes



Moment enchanteur à la Vinaigrerie. PHOTOS S. C.

Dans le cadre des Tempos de l'école départementale de musique menés sous l'égide du Conseil départemental de la Charente, la Vinaigrerie de la maison natale de François Mitterrand à Jarnac a accueilli un moment récréatif gratuit, « Contes en bois », animé par la conteuse Amanda Speed. Elle était accompagnée de Caroline Meurice à la guitare classique avec une musique bien

adaptée. Avec son accent britannique, Amanda Speed a conquis son auditoire de près de 80 personnes, dont une forte délégation d'enfants, avec trois contes traditionnels revisités, tirés de son livre « Contes en bois », qui ont entraîné le public dans la forêt profonde pour y rencontrer le loup gris, les ours, les petits peuples, Jackie la grand-mère... et leurs passionnantes histoires.

Le prochain Tempo

Le prochain Tempo, « Cordes, vents & Co » (clarinette, quatuor à cordes et piano) sera un récital entre ombre et lumière, avec des œuvres de Mozart, Brahms, Bruch, Prokofiev.

Il sera proposé vendredi 15 novembre, à 20 h 30, dans la salle Les Carmes à La Rochefoucauld.

Séverine Caillé